

Grappe Belgique

-- Accueil --

Accueil

Edito du 22 juillet 2015 par Inès
Trépanant

**Tirer les leçons de la
crise grecque pour
refaçonner l'Europe**

mercredi 22 juillet 2015

Loin de l'idée de paix, de prospérité et de solidarité entre les peuples que devait prôtement incarner le projet européen, l'accord au forceps obtenu au sommet de l'Eurogroupe, le 13 juillet dernier sur un troisième plan de sauvetage de la Grèce, tient lieu davantage d'une reddition de celle-ci face à ses créanciers que d'un "compromis pragmatique". Acculé à choisir entre la peste (un durcissement des plans d'austérité) et le choléra (le scénario "Grexit"), Alexis Tsipras est tombé de Charybde en Scylla. Pour éviter, en extremis, la sortie précipitée de la Grèce de la zone euro, scénario auquel il n'était pas paré, il aura finalement avalisé un accord pire que celui qu'il avait appelé à rejeter, une semaine plus tôt, auprès de ses électeurs. Était-ce le bon choix ? Une certitude à ce stade. La dette grecque est insoutenable. Tandis que les conditions liées au maintien de la Grèce dans la zone euro ne sont ni viables pour l'Europe ni pour le peuple grec. Depuis 5 ans, la Grèce subit effectivement un plan d'austérité draconien. Or, elle s'enfoncé dans la récession. Ce qui a pour effet d'alourdir le fardeau de la dette.

Au sein de l'Eurogroupe, le paradigme de l'austérité a viré, sous l'impulsion du ministre allemand des finances Wolfgang Schäuble, en position dogmatique, à l'encontre de toute évidence économique. Autisme ? En partie, oui. D'autant plus que le Fonds Monétaire International, pourtant très orthodoxe et dont l'implication dans le plan de sauvetage a été imposé par les États membres de l'eurozone contre la volonté d'Alexis Tsipras, a pris le contre-pied des ministres de l'Eurozone, en plaidant pour la restructuration de la dette. Or, si l'idée d'un rééchelonnement conditionnel de la Grèce a été invoquée dans l'accord, toute décade de la dette a été clairement exclue.

Les raisons de l'intransigeance des États de l'Eurozone sont profondes. Pour avoir osé défier l'Europe tant sur la forme que sur le fond, la Grèce devait être châtiée. En premier lieu, l'organisation du référendum par Alexis Tsipras a été perçue comme un camouflet pour les pays de l'Eurogroupe : les Grecs ne pouvant imposer leurs choix démocratiques aux dix-huit autres démocraties de la zone euro. Mais n'est-il pas légitime également qu'un gouvernement fraîchement élu puisse demander un mandat à sa population pour renégocier la dette, qui a rendu exsangue le pays ? N'est-ce pas là la quintessence de la démocratie ? L'idée que le peuple puisse se réapproprier le débat démocratique en esquissant d'autres perspectives économiques, poser des choix, être maître de son destin ?

Sur le fond ensuite, il fallait également frapper fort : montrer qu'il n'était aucunement possible pour la Grèce de s'écarter de la trajectoire définie par les créanciers. La Grèce serait forcée, tambour battant, à revêtir la camisole de force de l'austérité, tantôt pour des raisons purement électoralistes (éviter que la gauche radicale taille des croupières à la caste politique en place), tantôt pour des raisons idéologiques. En donnant l'espoir au peuple grec qu'il pouvait reprendre son destin en main, Alexis Tsipras heurtait frontalement la pensée unique européenne, selon laquelle l'ultra-libéralisme, l'austérité budgétaire et le démantèlement de l'État-Providence sont inévitables pour relancer la sacro-sainte "croissance économique". Ainsi, pour conforter l'idéologie dominante et la position des pouvoirs politiques en place, Syriza devait impérativement chouer. Tsipras devait être humilié pour que rien ne change....

L'accord sur le nouveau plan d'aide à la Grèce a provisoirement sauvé l'euro. La "victoire" des créanciers est pour le moins factice. Elle a le goût de l'amertume et de la revanche. Le plan de sauvetage de l'euro constitue cyniquement l'occasion de dépêcher la Grèce à bon compte. Dans un contexte de marasme économique, la privatisation de pans entiers de l'économie grecque pour un montant de 50 milliards tient lieu de curée. En ce que les actifs grecs

seront fatalement vendus au rabais. Ce plan punitif prévoit également de retrograder le pays au statut de protectorat. En actant que "la Commission européenne, la BCE et le FMI auront un droit de regard sur certains projets de loi et de référendum", le dit "accord" donne ainsi l'estocade au peuple grec, dont le droit à disposer de lui-même se voit durablement confisqué. Il concrétise l'univers orwellien. La troïka s'étant muée en "Big Brother".

L'obstination de l'Eurogroupe d'imposer des remèdes économiques qui ont largement fait preuve de leur faillite est non seulement un non-sens économique mais une ineptie politique. En sacrifiant le projet politique européen sur l'autel de l'orthodoxie financière, l'Allemagne, en tant que protagoniste principal du sommet de l'Eurozone, aura non seulement terni son image auprès de l'opinion publique. Elle aura contribué à discréditer le bien-fondé de l'Europe auprès des citoyens. Tant ce sommet de l'Eurozone aura véhiculé l'image d'une Europe mécanique, calculatrice, à la solde des intérêts purement financiers, et qui broie les citoyens. Ce faisant, l'Allemagne fait le lit des extrémistes de tous bords, avec la complicité des autres États membres qui, gauche et droite confondue, ont avalisé l'accord.

Comment les ministres des finances de l'Eurozone peuvent-ils raisonnablement penser qu'ils font "avancer" l'Europe, en pratiquant la politique de l'humiliation envers un pays ? L'idée n'est pas ici de couvrir les failles structurelles du fonctionnement de l'économie grecque, de minimiser la nécessité de procéder à des réformes en profondeur, en mettant notamment fin aux privilèges dont disposent entre autres l'Église et les armateurs exemptés de taxe. Par contre, exiger d'un gouvernement élu depuis six mois à mettre en œuvre des réformes que les gouvernements socialiste et de droite qui l'ont précédé n'ont pas été capables de réaliser ces quarante dernières années, relève de l'acharnement. La victime collatérale de cette stratégie, c'est le projet européen lui-même, qui pour réussir, nécessite l'adhésion citoyenne. L'Europe, et le sentiment d'identité européenne, ne se construisent pas par l'épreuve de force, la domination et l'humiliation mais par le dialogue et le respect mutuel dans la diversité culturelle.

En outre, le rôle de l'Eurogroupe à faire respecter la lettre les règles de l'eurozone occulte un autre débat : la faillite de l'euro à rassembler les peuples. À ce titre, c'est la responsabilité de l'ensemble des États Membres qui est engagée. L'Union économique et monétaire (UEM) est, depuis sa création, minée par des vices de forme. Le pilier monétaire n'a effectivement jamais été équilibré par la création d'une Union économique et encore moins d'une Union sociale et Politique. Aucun mécanisme sérieux de solidarité financière et de cohésion économique et sociale entre pays européens, n'a été prévu, par la mise en œuvre d'une politique fiscale redistributive. Pire, la rigueur monétaire et budgétaire constitue l'alpha et l'oméga du fonctionnement de l'eurozone. Ceci est particulièrement vrai depuis l'adoption, en 2012, du traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), qui fait de "l'austérité budgétaire à perpétuité" une règle d'or. Dans un contexte où les États ne disposent plus des instruments macroéconomiques traditionnels pour stimuler l'économie et l'emploi (politique de taux de change, politique monétaire ou budgétaire), les travailleurs de l'Eurozone ont été relégués au triste statut de "variable d'ajustement structurel". La flexibilité du travail et des salaires est ainsi devenue un pilier de la croissance et de la compétitivité en Europe.

Du reste, face aux exigences des créanciers de mettre en œuvre une réforme fiscale en profondeur, quelles sont les marges laissées par l'Europe aux États pour la mener à bien, dès lors que l'UE a procédé à la libéralisation des capitaux dans les années 90, sans procéder préalablement à une convergence fiscale au sein de l'Eurozone ? Les capitaux libres

ne répondent qu'à une seule logique : maximaliser les profits en mettant les États en concurrence pour qu'ils leur offrent les conditions fiscales les plus avantageuses. Ainsi, la mise en place de l'Union économique et monétaire, sans convergence fiscale, a conduit à une Europe de plus en plus inégalitaire. Le fardeau fiscal s'est déplacé vers le travail, qui est une base d'imposition facile et relativement stable, comparativement aux facteurs de production plus mobiles (multinationales, capital financier, travailleurs hautement qualifiés).

Plus généralement, en ignorant de facto leur souveraineté fiscale aux appétits gargantuesques du marché, les États se sont donc privés d'un levier majeur pour construire une fiscalité progressive, où l'on tient compte des capacités contributives de chacun pour financer la politique sociale et des services publics de qualité.

En clair, l'incurie fiscale est européenne. Certes, la Grèce doit combattre la corruption et l'évasion fiscale. Mais qu'attend le Conseil des ministres européen pour combattre les paradis fiscaux à l'échelle européenne ? A quand les mesures européennes ambitieuses pour en finir avec un système où les multinationales parviennent à éluder l'impôt, tandis que les classes moyennes en Europe, qu'elles soient salariées ou indépendantes, sont de plus en plus taxées pour rééquilibrer les budgets étatiques ?

En résumé, la gauche et la droite confondues en Europe ont beau jeu de s'indigner de la montée des nationalismes, du populisme ou de l'europhobie. Ce qui leur permet de se voiler la face sur les causes profondes du désenchantement de l'Europe. Le grand principe inspirateur de la politique économique de l'UE, dont les conditions drastiques liées au plan d'aide à la Grèce ne sont qu'un avatar, c'est le « Consensus de Washington », concocté dans les années 1980, dont les maîtres mots sont libéralisation, dérégulation et privatisation et dont les héros auront été Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Or, ce modèle économique ne peut aucunement être un ciment fédérateur entre les peuples. Il les polarise au lieu de les rassembler. Mais toute personnalité politique qui s'attaque au veau d'or de la pensée unique se voit généralement taxée de « populiste » ou de « d'émagot », voire d'"europhobe". Car dans le système bien rodé de la pensée unique, il ne pourrait y avoir d'autre alternative que le modèle économique oppressant en vigueur.

Le sommet de l'Eurogroupe en constitue une sinistre illustration. Si d'aucuns s'émeuvent de détrioration des droits humains fondamentaux en Grèce, qui justifierait l'octroi d'une aide humanitaire, les dirigeants de l'Eurogroupe se sont engouffrés dans la fuite en avant, en martelant qu'il n'y a pas d'autre issue possible que davantage d'austérité. Faudrait-il en déduire qu'aucune élection ne puisse légitimement être organisée dans un pays, sous prétexte qu'il est endetté ? Visiblement oui, à entendre Martin Schulz, président socialiste du Parlement européen, pour qui il fallait en "finir avec l'ère Syriza". Tsipras devant être remplacé par un "gouvernement de technocrates", qui serait confié la tâche de mettre en œuvre les plans de réforme dictés par les créanciers.

Le débat démocratique, qui doit permettre à un peuple d'effectuer des choix sociétaux, selon l'idée qu'une nation puisse être maîtresse de son destin, est sapé dans ses fondements. La rationalisation du marché intérieur et de l'UEM ont mis en place les mécanismes de castration étatique. En résumé, le dogme ultra-libéral et la démocratie résiduaire sont frères siamois. Le culte du libre-échange a enfanté le "syndrome TINA" : "There is no alternative", principe-phare qui régit désormais la conduite de la politique européenne. Du statut de "visionnaires politiques", les hommes et femmes politiques ont inexorablement muté en "gestionnaires politiques", s'en remettant à une technocratie elle-même sans vision. Pour preuve,

les gouvernements de gauche ou de droite en Europe appliquent globalement les mêmes recettes économiques pour rester dans la course à la compétitivité : privatisation, dégraissage de la fonction publique, démantèlement de la sécurité sociale, etc.

Quand comprendrez-vous, Messieurs et Mesdames les ministres ou députés, que ce projet européen va droit dans le mur ? En revendiquant le droit d'un peuple à se réapproprier le débat démocratique et à opérer des choix, Alexis Tsipras a eu le mérite de rendre au politique ses lettres de noblesse. Qu'attendez-vous pour sortir de votre tour d'ivoire pour enfin vous mettre à l'écoute des aspirations citoyennes ? Si l'heure des réformes a sonné pour la Grèce, il est grand temps que vous, aussi, mettiez les mains dans le cambouis pour construire une Europe à visage humain, une Europe qui rassemble et non pas qui divise.

Inès Trépan, conseillère politique au Parlement européen

Auteure de différents ouvrages sur la politique européenne